

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle**

Activités connexes

Contrôle technique automobile

Formation des conducteurs)

AVENANT N° 52 DU 3 JUILLET 2008

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : ASET0850936M

IDCC : 1090

Entre :

Le CNPA ;

La FFC ;

La FNAA ;

La FNCRM ;

Les professionnels du pneu ;

Le GNESA ;

Le SNCTA ;

L'UNIDEC,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC métallurgie ;

La CFTC métallurgie ;

La CSNVA ;

La CGT-FO métallurgie,

D'autre part,

Vu l'article L. 2241-1 du code du travail ;

Vu les barèmes de salaires minima annexés à la convention collective, modifiés en dernier lieu par l'avenant n° 50 du 3 juillet 2007 ;

Considérant que l'ensemble des échelons de la grille des salaires minima doit être positionné au-dessus du SMIC,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les barèmes figurant au point 1 de l'annexe « Salaires minima » de la convention collective sont modifiés comme suit :

Salaires minima garantis pour 35 heures

Ouvriers, employés

(En euros.)

ÉCHELON	RMG
12	1 698
11	1 652
10	1 607
9	1 570
8	1 518
7	1 471
6	1 440
5	1 410
4	1 385
3	1 365
2	1 340
1	1 325

Agents de maîtrise

(En euros.)

ÉCHELON	RMG
25	2 151
24	2 037
23	1 924
22	1 811
21	1 753
20	1 698
19	1 652
18	1 607
17	1 562

Cadres

(En euros.)

NIVEAU, DEGRÉ	RMG
V	4 527
IV C	4 074
IV B	3 846
IV A	3 621
III C	3 395
III B	3 168
III A	2 942
II C	2 716
II B	2 489
II A	2 263
I C	2 151
I B	2 037
I A	1 924

Article 2

La valeur du point de formation-qualification visé à l'article 2.05, et figurant au point 3 de l'annexe « Salaires minima » de la convention collective, est portée à 2,89 €.

Article 3

Le montant de l'indemnité de panier visée à l'article 1.10 d 6 et 8, et figurant au point 4 de l'annexe « Salaires minima » de la convention collective, est porté à 5,10 €.

Article 4

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Article 5

Les organisations soussignées conviennent de se réunir avant juillet 2009, à la demande de la partie la plus diligente, dans le cas où la valeur du SMIC pour 35 heures deviendrait supérieure à celle de l'échelon 2 telle que fixée par le présent avenant.

Article 6

Les organisations soussignées conviennent de procéder au dépôt légal du présent accord puis aux démarches tendant à son extension dans les meilleurs délais, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-26 du code du travail.

Fait à Suresnes, le 3 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)